

Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes, hier

Les journalistes gabonais toujours vulnérables

R.H.A

Libreville/Gabon

LE Gabon, à l'instar de la communauté internationale, a célébré, hier, la "Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes". Cette résolution historique prise par l'Organisation des Nations Unies (Onu), en mémoire de l'assassinat de deux journalistes français au Mali, le 02 novembre 2013, condamne toutes les attaques et violences, quelles que soient leurs formes, contre les journalistes et les travailleurs des médias. Aujourd'hui, ils sont un peu plus de 700 journalistes dans le monde à avoir perdu la vie, parce qu'ils essayaient de collecter des informations pour le public sur les faits dont ils avaient été témoins. En Afrique en général et au Gabon en particulier, les crimes impunis commis contre des journalistes sont légion. Il n'y a certes pas encore d'assassinat contre les acteurs de ce corps de métier dans notre pays, mais il y a des violences physiques, voire aussi psychologiques.



Photo : R.H.A

Frédéric Yenda Moukoula, journaliste, favorable à une plate-forme revendicative pour protéger la profession.

Photo de droite : Le siège du journal L'Union au lendemain des violences post-électorales.

On se souviendra qu'un correspondant de Radio France internationale (RFI) avait été sauvagement molesté par des militants d'un parti de l'opposition. De même, un correspondant gabonais de l'Agence France presse (AFP) avait été violenté par des forces de l'ordre lors d'une marche de l'opposition. Sans oublier le cas de

ce confrère de Gabon Télévision violemment pris à partie lors d'une conférence de presse politique. Il y a quelques semaines, les locaux du quotidien l'Union, de Radio télévision Nazareth et TV+ ont été incendiés durant les dernières violences post-électorales. Aucun de ces actes de violences perpétrés contre la presse ga-

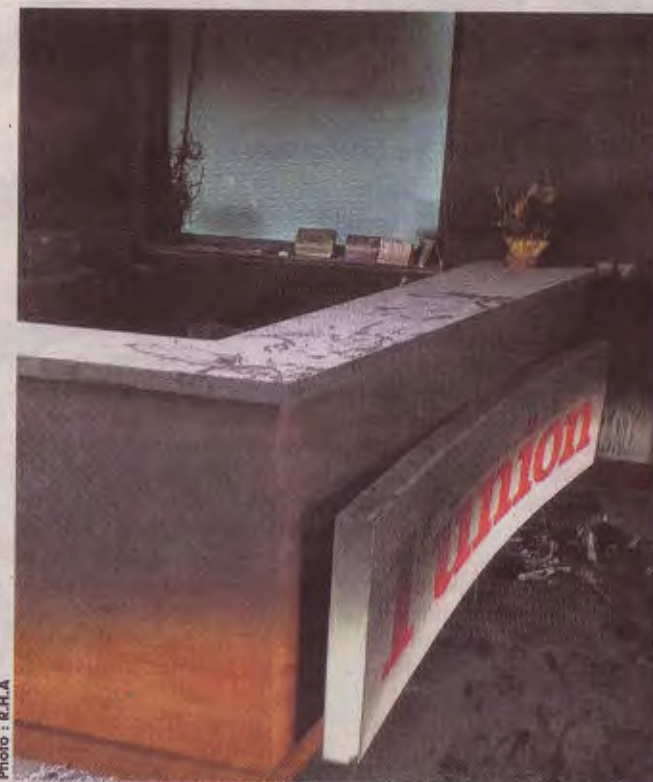


Photo : R.H.A

bonaise n'a été sanctionné jusqu'à ce jour. Le constat paraît ici clair : aujourd'hui, les hommes et femmes de médias sont exposés à des violences diverses qui passent toujours sous silence. Pourtant, "le journaliste est la voix des sans voix". « Pour obtenir cette liberté, il va falloir que les journalistes se retrouvent dans

un cadre approprié. Une solidarité qui fera qu'ils se battent pour leur liberté, pour mettre en place une plate-forme revendicative juridiquement reconnue et protégés. Qu'ils défendent mieux leur profession. C'est cette solidarité qui nous fait défaut aujourd'hui. Si on mettait en place cette plate-forme, on

défendrait mieux nos intérêts(...)», a souligné Frédéric Yenda Moukoula, journaliste à Gabon Télévision.

La volonté de l'Onu est de permettre aux journalistes d'exercer en toute quiétude, en tout lieu où s'impose leur présence. C'est pourquoi, cette organisation exhorte également l'ensemble des États membres à faire tout leur possible pour prévenir cette violence, en rendre compte, traduire en justice les auteurs des crimes commis contre des professionnels de l'information et veiller à ce que les victimes disposent de recours appropriés.

Les États sont également invités à faire plus pour prévenir ces violences, en permettant à la justice de rechercher et condamner les auteurs des crimes.

La volonté exprimée par l'Onu est claire : promouvoir un environnement qui permette aux journalistes d'effectuer leur travail en toute indépendance et sans ingérence de la part des autorités. Il revient donc à chaque État d'essayer d'assurer la sécurité de ces personnes, qui restent des maillons essentiels dans la consolidation de la démocratie.